

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي

UMOJA WA AFRIKA



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

UNIÓN AFRICANA

Addis Ababa, Ethiopia, P.O. Box: 3243 Tel.: (251-11) 5513 822 Fax: (251-11) 5519 321

**DISCOURS DE S.E. MOUSSA FAKI MAHAMAT
PRESIDENT DE LA COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE**

**SIXIEME REUNION MI-ANNEE DE COORDINATION
21 JUILLET 2024
ACCRA (GHANA)**

Your Excellency Mohamed Ould Cheikh Ghazouani, President of the Islamic Republic of Mauritania and Chair of the Union (Congratulation Your Excellency for your brilliant reelection as President of the IRM and wish you all best),

Your Excellency Nana Akufo- Addo, President of the Republic of Ghana,

Excellencies Heads of State, Government, and Delegations,

Excellency Mamadou Issoufou, Former Head of State of the Republic of Niger and Champion of AfCFTA,

Honourable Ministers,

Madam Deputy Chairperson of the Commission,

Distinguished Commissioners,

Excellency Dr Akin Adesina, President of the African Development Bank Group,

Dr Benedicte Oramah, President and Chairman of Afreximbank,

Madam CEO of AUDA-NEPAD, SG/AfCFTA, CEO of APRM and DG of Africa CDC,

Chief Executives of the Regional Economic Communities and Mechanisms,

Ladies and Gentlemen,

First of all, I would like to extend my warmest thanks to His Excellency Nana Akufo Addo, President of the Republic of Ghana, and to the government and people of Ghana for their excellent hosting of this Sixth Coordination Summit, and even more so for all the efforts invested in its preparation to ensure the conditions of conviviality and comfort needed for its full success.

Excellences, Mesdames Messieurs,

À un moment où je regrette un certain affaissement du panafricanisme, la tenue de nos assises ici dans ce beau pays d'exaltation panafricaniste, la voix de résonance éternelle de l'apôtre et icône de cette doctrine Kwame Nkrumah ne s'est jamais éteinte.

Elle continue, chaque fois que nous foulons cette terre de façonnement de l'histoire africaine, de réveiller dans la

profondeur de notre être cette ineffaçable nostalgie d'un grand dessein., d'un rêve galvanisant de nos combats politiques d'aujourd'hui et de demain.

Pour moi dont c'est le dernier sommet de coordination, convoquer le souvenir du Dr Kwame Nkrumah au cours d'une réunion consacrée à l'intégration africaine est une émouvante invite à une profonde méditation sur ce que sont devenues nos utopies toutes tendues en permanence vers la réalisation d'un bien-être collectif, inclusif.

Excellences, Mesdames et Messieurs

L'Union africaine est née de cet immense projet. Elle n'a pas désarmé devant sa complexité, les incertitudes qui le traversent, les difficultés que sa poursuite révèle, ni par les intimidations engendrées par les nombreuses crises politiques, sanitaires, économiques, et encore moins par la trajectoire erratique d'un ordre international étouffant. Sous la vigoureuse impulsion de

nos chefs d'Etat et de gouvernement, la flamme de ce grandiose projet est restée allumée quoique vacillante parfois sous l'effet de vents contraires.

Nous voici rassemblés au titre de la 6ème édition de notre sommet de coordination, coordination entre l'UA, les CER et les Mécanismes régionaux, sur la base d'un protocole revu et corrigé dans le sens d'une plus grande clarification des rôles, d'une spécialisation plus affinée et une interdépendance plus forte.

Que serait l'UA sans les CER ? Une locomotive sans wagons. Et à quoi ressembleraient les CER sans l'Union ? Une disparité d'entités régionales sans ciment, sans ancrage, sans référence ni vision globale commune.

Je n'ai cessé ces derniers temps de poser clairement, à haute voix, ce qui n'est désormais qu'un secret de polichinelle. Nos CER ne vont pas bien. Leur efficacité leur crédibilité et leur poids dans l'entreprise générale d'unité se sont, hélas, beaucoup érodés.

L'UA elle-même connaît une désaffection qui éclate au grand jour lors de nos sommets. Qui parmi nous n'a pas été froissé en observant des sommets se poursuivre sans un seul président sauf celui qui préside ledit sommet. Souvent aucun ministre et à la fin peu d'ambassadeurs. Ne nous voilons pas les yeux. Ce spectacle répétitif est ravageur pour notre crédibilité. Un ressaisissement est impératif à la fois au niveau des CERs et au niveau de l'organisation continentale

Excellence Monsieur le Président

Le bilan de nos efforts d'intégration se cristallise dans la création et l'opérationnalisation de la Zone de libre-échange continentale africaine. C'est une réalisation qui concentre en elle les principales dimensions de l'intégration régionale. Lui assurer un fonctionnement optimal suppose la solution d'un ensemble de problèmes qui entravent une marche harmonieuse vers le cap final, celui dessiné par le Traité d'Abuja.

Aussi voudrais-je, sans négliger l'éclat des progrès déjà engrangés grâce aux efforts de tous, attirer notre attention sur

les insuffisances qui continuent de nous interpeler dans le parachèvement de l'œuvre de l'intégration.

Excellences, Mesdames et Messieurs

Le Traité d'Abuja de 1991 et plus récemment la mise en œuvre de la ZLECAf ont été des étapes décisives du processus lent mais irréversible de l'intégration. Il en a résulté des velléités certaines de création des conditions d'une plus grande fluidité du commerce intra-africain à travers l'accent mis sur la facilitation les échanges, la réduction des barrières tarifaires, les règles d'origine et l'initiative sur le commerce guidé.

Ces avancées ont été confortées par un ensemble de protocoles sur la mobilité des capitaux, sur la libre circulation des personnes et des biens et par une vision pour relever le déficit en matière d'infrastructures considéré comme la contrainte majeure à l'intégration. Parallèlement, le processus institutionnel s'est

affermi avec la mise en place des instruments et des organes d'envergure continentale.

L'un des handicaps majeurs demeure le retard dans l'opérationnalisation des institutions financières africaines. Je voudrais ici saluer les efforts du président Nana Akufo-Addo, champion pour ces institutions.

Son engagement à ramener au-devant de la scène politique de l'Union africaine cette importante question n'a pas faibli malgré les difficultés liées à la complexité du sujet. Grâce au nouveau souffle qu'apporte son dynamisme, l'espoir est permis de voir bientôt ces importantes institutions financières sortir des fonts baptismaux.

A ce défi viennent s'ajouter évidemment bien d'autres. Ils sont suggérés dans les différents rapports dont l'examen figurent à notre ordre du jour.

En combinant l'analyse de ces rapports avec les leçons que j'ai tirées, à titre personnel, de cette exaltante expérience sur l'itinéraire escarpé de l'intégration, je ressens l'impérieux devoir de partager avec vous, même de façon schématique, les quelques observations suivantes.

La première porte sur la question de la souveraineté. Je ne parle pas de cet attribut de l'Etat mais de cette dimension de supranationalité dont il s'agit d'identifier les contours et de définir avec précision les domaines. Au niveau de notre intégration, c'est d'elle que dépendra la relative autonomie d'action et la subsidiarité subséquente à reconnaître aux entités régionales.

La deuxième est de maximiser le potentiel de la ZLECAf pour en faire un moteur de croissance et de diversification de nos économies dans la perspective d'augmenter les échanges commerciaux à l'intérieur du continent.

Ainsi la ZLECAf se trouve dans l'obligation de devenir un levier qui catalyse les réformes structurelles lesquelles, à leur tour, faciliteront la création des richesses à travers l'amélioration de la gouvernance économique, de la mobilisation des financements et du capital humain.

En rapport avec cette observation Il serait souhaitable d'aller aux grands rendez-vous internationaux en parlant d'une seule voix.

J'ai ici à l'esprit tous les grands forums d'importance majeure au premier rang desquels se situe le G20 dont nous sommes dorénavant membre et où se discute des sujets à caractère stratégique telle la réforme des institutions financières internationales, le changement climatique, la dette, la transition énergétique.

Le sommet du futur en septembre 2024 à New York se profile à l'horizon comme un rendez-vous au cours duquel il serait heureux que l'Afrique prenne date.

La troisième observation se rapporte à la capacité de garantir une répartition équitable des coûts et bénéfices résultant de l'intégration. Le fonds de compensation, envisagé avec onze milliards d'euros comme support financier est à saluer. Il ne sera cependant pas suffisant pour combler le fossé de développement entre les Etats membres. Il y a donc lieu de développer des mécanismes innovants de solidarité et de mobiliser des financements ciblés aux fins d'une croissance inclusive.

La quatrième observation est relative à notre capacité de construire des relations de complémentarité entre la ZLECAf et les Communautés économiques régionales. Dans cette perspective, il est fondamental que la ZLECAf adosse son activité sur les réalisations des CER, comme le prescrit le Traité qui l'a créée. Les acquis régionaux seraient ainsi valorisés, entraînant de ce fait le franchissement des obstacles à l'intégration présents au sein des CER et entre les Etats membres.

Enfin, la cinquième observation est en lien avec le renforcement de l'interaction entre l'intégration économique du continent et la consolidation de la paix et de la sécurité. A titre d'illustration, la plateforme d'échange interrégional de connaissances (I-RECKE) sur l'alerte précoce et la prévention des conflits lancée en juillet 2022 mérite une plus grande attention en termes de financement approprié, d'entière adhésion des Communautés économiques régionales et Mécanismes régionaux d'une part, et d'une plus vigoureuse coordination, d'autre part.

Je voudrais ici me féliciter du succès qu'enregistre le Fonds de la Paix. L'objectif de 400 millions de dollars USD a été atteint. Mieux le secteur privé africain s'y est engagé. Hier soir plusieurs compagnies, banques africaines ont annoncé des contributions substantielles. Je voudrai dire toute ma fierté de la contribution du personnel de la Commission de l'UA au Fonds. La paix est une affaire de tous et je souhaite que d'autres africains y contribuent.

Excellences, Mesdames et Messieurs

Voilà quelques-unes des observations desquelles se dégagent les défis que j'ai jugés utile de porter à votre attention. Nul doute que d'autres émergeront des présentations que nous suivrons de nos différentes CER. Il s'agira alors pour nous de réfléchir aux orientations devant guider notre action future dans la perspective de consolider l'élan intégrateur dont se nourrissent nos projets et de le rendre plus dynamique, plus performant, plus offensif.

Je voudrais terminer mon propos par là où j'ai commencé. Je dois, avec déférence et en guise d'Adieux puisque c'est mon dernier sommet de coordination à mon titre de président de la Commission de l'Union africaine, mes vifs remerciements et ma profonde gratitude aux chefs d'Etat ici présents ou représentés pour le constant soutien dont ils m'ont gratifié pendant tout mon séjour à la tête de la Commission de l'Union africaine.

Dans cette veine, je voudrais me féliciter de la qualité de la fructueuse collaboration avec les CER et mécanismes régionaux

grâce à laquelle nous avons pu rénover le cadre normatif de la coopération entre l'UA et les CER dans la dynamique générale de la réforme institutionnelle de notre Union.

A tous les acteurs permanents du sommet mi-annuel qui ne seraient pas parmi ceux qui souhaitent et peuvent continuer à perpétuer la tradition, je dis au revoir et rendez-vous sous d'autres cieux.

Je vous remercie de votre bienveillante attention.